

A l'examen, même rapide, des propositions nord-coréennes, monsieur le Président, propositions qui prévoient le droit de veto pour la Commission pan-coréenne, qui rejettent le principe des élections libres, garanties par un contrôle international impartial et efficace, et qui laisseraient les votants de la Corée du Nord, par exemple, à la merci de la machine gouvernementale des communistes, on se rend compte sans difficulté qu'elles ne laissent aucun espoir en ce qui concerne l'avènement d'une Corée libre, unie et démocratique.

Un tel espoir réside dans l'acceptation, par la présente conférence, des principes établis par les résolutions des Nations Unies relativement à la solution de ce problème, principes qui, agréés par la grande majorité des Nations, prévoient l'union de tous les habitants de la Corée, sous un gouvernement choisi par eux.

Cette Corée unifiée requerra une certaine garantie internationale contre l'agression. Elle aura également besoin de l'assistance économique d'autres pays, et y aura droit, pour se relever des ruines et des ravages que lui a apportés la guerre.

C'est en orientant nos efforts dans cette voie que nous pourrions trouver une solution au problème qui nous occupe.

M. Molotov a dit l'autre jour: « Ici nous pouvons entendre des points de vue différents ». Nous ne devons pas nous contenter de les entendre mais chercher à les concilier, afin qu'une paix honorable et durable succède à l'armistice de Corée.

Ma délégation s'est engagée à consacrer le meilleur de ses efforts à la réalisation de ce noble but.

Avant de terminer, monsieur le Président, je tiens à faire brièvement mention d'une communication qui vient d'arriver de la Conférence des Premiers ministres d'Asie réunis à Colombo. Cette conférence constitue un effort remarquable et positif tenté par un groupe d'États asiatiques libres en vue d'aider—et, j'espère, assumer à cet égard certaines obligations—au règlement pacifique des problèmes qui se posent dans cette partie du monde.

Comme la communication se rapporte surtout à la question d'Indochine, je n'ai pas l'intention de vous rendre compte en détail des recommandations qu'elle contient. Qu'il me soit permis cependant de souligner l'importance que ces chefs asiatiques attachent au rôle que joue l'ONU en favorisant la réalisation des fins pacifiques de la conférence, particulièrement en ce qui concerne l'Indochine.

Si l'on n'atteint pas ces fins pacifiques par un règlement juste, honorable, obtenu par voie de négociation, il en résultera des conséquences graves dont la portée sera probablement incalculable. Un échec dans les circonstances actuelles pourrait bien nécessiter de la part de ceux qui, en raison même de cet échec, se sentiraient de plus en plus menacés, un nouvel examen collectif des voies et moyens de parer à cette menace. Une telle situation pourrait à son tour accentuer et élargir le fossé qui divise de façon si tragique le monde actuel.

Si le succès couronne nos efforts à Genève, nous en serons largement récompensés par le progrès qui se dessinera dans la voie de la paix; mais si nous échouons, notre souffrance sera peut-être plus grande encore, étant faite de tensions toujours croissantes et du risque d'une guerre qui nous engloùtirait tous.

*A son retour au Canada, M. Pearson a fait à la Chambre des communes, le 28 mai, une déclaration portant sur la conférence de Genève. Si l'on désire s'en procurer le texte à la Division de l'Information du ministère des Affaires extérieures, on a qu'à demander le n° 54/30 de la série DECLARATIONS ET DISCOURS.*